Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XXIII-1 | 2018

Women in Britain since 1900: Evolution, Revolution or
'Plus ça change...' ?

Compte-rendu de l'ouvrage *Inclusion through Access to Higher Education – Exploring the Dynamics between Access to Higher Education, Immigration and Languages* de Marie-Agnès Détourbe (Ed.),

Marie-Annick Mattioli

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1814>

DOI : 10.4000/rfcb.1814

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Marie-Annick Mattioli, « Compte-rendu de l'ouvrage *Inclusion through Access to Higher Education – Exploring the Dynamics between Access to Higher Education, Immigration and Languages* de Marie-Agnès Détourbe (Ed.), », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXIII-1 | 2018, mis en ligne le 20 mars 2018, consulté le 23 août 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1814> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfcb.1814>

Ce document a été généré automatiquement le 23 août 2020.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Compte-rendu de l'ouvrage *Inclusion through Access to Higher Education – Exploring the Dynamics between Access to Higher Education, Immigration and Languages* de Marie-Agnès Détourbe (Ed.),

Marie-Annick Mattioli

RÉFÉRENCE

Marie-Agnès Détourbe (Ed.), *Inclusion through Access to Higher Education – Exploring the Dynamics between Access to Higher Education, Immigration and Languages*, Rotterdam, Sense Publishers, 2017, xxv + 164 p.

- 1 Comme le rappelle dans sa préface **Vincent Latour**, spécialiste des études migratoires européennes, l'immigration a longtemps été étudiée sous le prisme de l'inclusion ou non sur le marché du travail ou dans les sociétés d'accueil en général. Elle est maintenant très largement appréhendée à travers le biais des questions d'accès à l'enseignement supérieur et à l'apprentissage des langues des pays d'accueil.
- 2 Depuis le début du XXI^e siècle, la maîtrise de la langue devient un élément décisif pour l'obtention du statut de réfugié dans bon nombre de pays et les chercheurs s'emparent tout naturellement de cette question. Les huit chapitres de l'ouvrage coordonné par **Marie-Agnès Détourbe** traitent ainsi d'une question d'actualité brûlante, l'inclusion des publics issus de l'immigration dans l'enseignement supérieur et du rôle joué par les langues.

- 3 Le livre est composé de trois parties : la première s'intéresse au lien entre les politiques de l'enseignement supérieur et les règles migratoires mises en place à divers niveaux (supranational, national et régional) ; la deuxième partie se penche sur les différents rôles joués par les langues dans l'accès à l'enseignement supérieur pour les personnes en situation de migration ; la troisième et dernière partie explore les relations entre inclusion dans la société civile et accès à l'enseignement supérieur en s'arrêtant sur des cas d'inclusion sociale favorisés par l'accès à l'enseignement supérieur et vice versa.
- 4 Le premier chapitre du livre, proposé par **Rashed Al-Haque**, expose la question du lien entre l'accès à l'enseignement supérieur au Canada et les changements récents qui ont eu lieu dans les lois sur l'immigration. S'il est toujours rappelé par les autorités fédérales et régionales que la mission des universités canadiennes est de développer l'intégration des étudiants internationaux pour, d'une part, atteindre de meilleurs classements dans les échelles de classements internationaux, et d'autre part viser la réussite économique du Canada dans son ensemble, un tournant a été franchi par les lois introduites en 2014 et 2015 sur l'immigration. Des glissements de compétences entre les différents niveaux de gouvernance (notamment du local (l'université) ou régional vers le fédéral) sont mis en évidence ; plus la sphère de compétence est éloignée du sujet principal (l'étudiant international, l'université) moins les chances de certains profils atypiques d'être retenus seront grandes.
- 5 Le second chapitre de la première partie, rédigé par **Gaële Goastellec**, porte sur une autre aire géographique, l'Europe, notamment la France, l'Allemagne et la Suisse. Les chiffres montrent que les taux d'entrée des réfugiés dans le monde de l'éducation supérieure (1%) est extrêmement faible comparé à celui des jeunes en âge d'étudier globalement (32 %). Le terme « réfugié » comprend les différentes catégories administratives par lesquels les États classent les personnes demandant l'asile. Si dans les trois pays concernés, on trouve des textes et des déclarations émanant des autorités de l'enseignement supérieure rappelant que les publics de migrants doivent être intégrés dans les universités depuis 2015, l'accès à l'enseignement supérieure pour ces catégories d'étudiants varie selon les pays d'accueil. En France, le relai des associations et bénévoles est fortement encouragé en parallèle de l'action publique et des programmes s'adressant aux réfugiés en particulier. En Suisse, des reconnaissances de diplômes sont faites, mais peu d'universités élaborent des programmes spécifiques pour les migrants. En Allemagne, la gestion de cette question se fait au niveau national : Quatre universités allemandes sur cinq accueillent des réfugiés. Le nombre de places dans les universités suisses, allemandes et françaises influe aussi sur l'accueil (2,8 millions de places en Allemagne, contre 2,3 en France et seulement 280 000 en Suisse) ou l'internationalisation des universités (les universités suisses sont bien dotées avec 16 % de leur cohorte venant de l'étranger, contre 12 % pour la France et 11,5 % pour l'Allemagne). En revanche, ni les niveaux économiques de richesse ni les taux de chômage peuvent expliquer la variation des traitements de l'accueil des réfugiés dans l'Enseignement supérieur, car la Suisse devrait, sinon, se placer en très bonne position d'accueil. C'est plutôt la démographie et les besoins de l'économie qui sont très fortement corrélés à l'inclusion ou non des réfugiés dans les trois pays concernés.
- 6 Dans la deuxième partie de l'ouvrage, le troisième article porte sur les expériences de mobilité des enseignants de langues en France et au Royaume-Uni. **Norah Leroy** rappelle tout d'abord le contexte de la mobilité européenne : le processus de Bologne, avec la déclaration de Bologne, mettant en place l'espace européen de l'enseignement

supérieur (*the European Higher Education Area, EHEA*), signée en 1999 par 30 pays (47 appartiennent aujourd'hui à l'EHEA). La mobilité a pour objectif de développer la coopération entre les peuples européens ainsi que les compétences en langues, et notamment, après l'anglais qui est toujours la langue la plus prisée, une deuxième langue étrangère vivante. Quel que soit l'accès aux professions de l'enseignement des langues - qui emprunte des chemins différents en France et au Royaume-Uni-, les parcours de quatre enseignantes de langues vivantes en France et en Grande-Bretagne (2 de part et d'autres de la Manche) montrent que l'intérêt premier pour les langues y est déterminant et qu'ensuite une expérience à l'étranger, dans le pays de la langue enseignée, permet très souvent de renforcer les compétences linguistiques et culturelles de l'enseignant. Un besoin de construire des programmes de mobilité du type Erasmus pour les enseignants de langues avant qu'ils n'intègrent le supérieur est une demande que les enseignants de langues interrogés formulent.

- 7 Le quatrième article s'intéresse aux programmes élaborés au Canada, notamment les programmes linguistiques, vers l'intégration sociale des infirmier.ère.s issu.e.s de l'immigration. Ses auteures, **Nadezda Kulikova** et **Yuliya Miakisheva**, dressent tout d'abord un panorama des politiques migratoires du Canada et rappellent que le Canada a, dès les années 1970, décidé de redéfinir sa politique migratoire en introduisant une nouvelle catégorie de migrants, ne faisant pas référence aux origines ethniques, celle des migrants économiques. Aujourd'hui plus de la moitié des immigrants (environ 60 % en 2017) évoquent des raisons économiques pour s'installer au Canada. Les besoins en personnel de santé (des études montrent qu'il va falloir recruter 60 000 infirmier.ère.s au Canada d'ici à 2022) se font cruellement ressentir au Canada. Un ensemble de programmes de langues à visée professionnelle de santé a ainsi été bâti pour intégrer ces nouveaux immigrants visant un poste d'infirmier.ère.s. Des outils d'évaluation des compétences linguistiques des infirmier.ère.s a même été mis en place par le gouvernement fédéral. Des études montrent bien que plus les compétences langagières des infirmier.ère.s sont élevées, plus l'intégration sociale et professionnelle de ces catégories professionnelles est réussie. Les auteures concluent que ces éléments devraient être confirmés par des études empiriques qui, en la matière, sont encore trop peu nombreuses.
- 8 Les langues et leur rôle dans le recrutement des étudiants internationaux est le thème du chapitre 5 proposé par **Cui Bian** et **Régis Malet**. Depuis les années 1990, diverses lois avaient pour objectif d'augmenter les flux d'étudiants intégrant les universités françaises. Les processus de recrutement et d'accueil ont tous favorisé les étudiants maîtrisant la langue française. Ce n'est que tout dernièrement, à partir des années 2000, que l'anglais a aussi été intégré aux processus de recrutement, dans certains champs de recherche et d'enseignement supérieur (l'économie et la gestion, les sciences et la technologie notamment) et pour certains niveaux (master et doctorat). Une étude plus complète et intégrant d'autres paramètres - notamment les interactions entre les nations, les enjeux de concurrence entre les divers États dans les domaines de recherche, les départs de cerveaux- serait nécessaire, selon ses auteurs, pour compléter cette analyse du rôle des langues dans le recrutement des étudiants étrangers en France.
- 9 La troisième et dernière partie ouvre sur le chapitre 6 proposé par **Julia Carnine** ; elle s'intéresse au cas des étudiants chinois en France, un groupe d'étudiants internationaux dont l'intégration à long terme est réussie après une période d'études. Il

s'agit, institutionnellement parlant, d'une population estudiantine en augmentation en France. Une étude quantitative et qualitative a été menée à Paris et à Toulouse ; elle a débuté en 2010 et s'est continuée en 2015, sur 100 étudiants chinois, dont 45 répondants. Cette étude montre que la promotion de la langue française favorise l'accueil et le maintien sur le sol français des étudiants chinois. Si des lois émanant du gouvernement français ou des accords institutionnels ont permis de renforcer les coopérations sino-françaises, en facilitant notamment l'obtention de papiers ou en étendant les durées de validité de ces papiers, des dispositifs d'aide au logement ou des programmes d'inclusion culturels pourraient renforcer le maintien des jeunes Chinois en France.

- 10 L'article de **Himabindu Timiri** traite de l'intégration dans l'enseignement supérieur américain des femmes de travailleurs qualifiés du secteur des hautes technologies. Ces femmes qui arrivent aux États-Unis avec le regroupement familial n'ont pas le droit de travailler, mais peuvent entrer à l'université. Très souvent, on observe qu'elles sont victimes de déqualification ; elles doivent intégrer des cursus d'études en-deçà de ceux auxquels elles étaient arrivées dans leur pays d'origine. Cette contribution évoque le parcours de trois femmes qui doivent apprendre à jongler entre les lois américaines d'une part et les schémas de vie familiale, la perception de la place des femmes dans leur pays d'origine, ou la justification des coûts liés à l'enseignement d'autre part. Il montre aussi que si les États-Unis veulent satisfaire leurs besoins en main d'œuvre qualifiée dans les hautes technologies, un effort considérable devra être opéré dans l'accueil des femmes de ces salariés.
- 11 Le chapitre qui clôt cet ouvrage, de **Michelle Henault Morrone**, traite de la question de l'inclusion des élèves d'origine étrangère dans l'enseignement secondaire au Japon. Le Japon ayant une population vieillissante – les estimations gouvernementales prévoient que 40 % de la population aura plus de 65 ans pendant que moins de 10 % de celle-ci aura au-dessous de 15 ans au Japon –, le pays va être obligé de mettre en place une politique d'accueil des immigrants, qui passera par des programmes de langues. En s'appuyant sur quatre études de cas, de jeunes étrangers arrivés avec leur famille au Japon, l'article montre que la maîtrise de la langue est un point essentiel dans l'accès à l'éducation au Japon. D'autres paramètres, tels que l'histoire familiale ou encore la proximité culturelle à celle du peuple nippon et au confucianisme, rendent plus ou moins facile l'expérience scolaire et universitaire des étrangers.
- 12 L'ouvrage dirigé par **Marie-Agnès Détourbe** montre très clairement qu'il existe une diversité d'éléments qui poussent les gouvernements à mettre en place une politique d'accueil avec un apprentissage linguistique digne de ce nom. Y jouent un rôle les données démographiques (en Allemagne ou au Japon), ou économiques (au Canada avec les infirmier-ère-s) ainsi que la volonté de maintenir des populations immigrantes dans le pays d'accueil (les Chinois en France, ou les femmes des salariés du secteur des hautes technologies aux États-Unis). En multipliant les angles d'approche – avec des aires géographiques différentes, des publics divers, des politiques linguistiques spécifiques ou globales –, cet ouvrage très original et novateur est une mine de renseignements et de références que tout chercheur en histoire des migrations ou en sciences de l'éducation intéressé par l'accueil des migrants dans les sociétés modernes devrait lire.

AUTEURS

MARIE-ANNICK MATTIOLI

Université Paris Descartes